



**LA CREATION D'UN
CENTRE DES FINANCES
PUBLIQUES DE « PLEINE
COMPETENCE »
A VILLENEUVE D'ASCQ.**

Réflexions et propositions de la
CGT FINANCES PUBLIQUES
NORD.

FEVRIER 2016

PREAMBULE

Depuis plusieurs années, la CGT Finances Publiques attire l'attention sur la situation du **Centre des Finances Publiques** (CFP) de Roubaix, et notamment des difficultés en matière d'accueil du public.

Comme l'ensemble des sites de la DRFIP Nord, le CFP de Roubaix a connu des nombreuses restructurations et concentrations de services sur son secteur : fermeture de la trésorerie de Chereng, des trésoreries fiscales de Roubaix, rapprochement avec le Centre des Impôts Fonciers, générant une augmentation des charges de travail et des flux d'accueil considérables.

Malgré plusieurs tentatives de notre direction, cette situation difficile, perdue, voire se dégrade.

En parallèle, ces difficultés d'accueil se répercutent sur les trésoreries de proximité du secteur (Villeneuve d'Ascq, Wasquehal, Lannoy et Wattrelos) qui doivent assumer une partie des charges "fiscales" sans les moyens nécessaires.

Il est donc important et urgent de revoir l'organisation de notre administration sur ce secteur

En ce sens et dans le cadre des travaux sur l'aménagement des structures et du réseau, la CGT Finances Publique porte donc plusieurs réflexions et propose la création d'un centre des Finances Publiques de pleine compétence à Villeneuve d'Ascq ayant plusieurs objectifs :

- "désengorger" le CFP de Roubaix,
- améliorer le service public pour l'ensemble des usagers du secteur Roubaix/Villeneuve,
- améliorer les conditions de travail des agents et l'exercice des missions au quotidien.

PRINCIPES PORTES PAR LA CGT FINANCES PUBLIQUES

Pour la CGT, il est fondamental que chaque citoyen, ou usager, les entreprises, les collectivités locales aient le même accès facile au service public. C'est un enjeu fondamental. Impossible dans le cas contraire de garantir l'égalité devant l'impôt, impossible de permettre le contrôle démocratique des fonds publics.

Un maillage territorial fin est seul à même d'assurer l'équité entre citoyen, de garantir un accès identique en tout point du territoire aux services publics, d'assurer aux collectivités territoriales la permanence des services des finances publiques et la gestion de leur budget. Il permet également de garantir aux agents des postes dans le cadre des mouvements de mutation et de supprimer les vacances d'emplois facteurs de souffrance dans les postes de travail qui les subissent.

De la solidité du maillage dépend la permanence de nos missions et l'assurance de leur réalisation.

Nos orientations pour un service public répondant aux besoins de la population

- *Des services implantés près des usagers / réduire les déplacements*

Rapprocher les services administratifs des particuliers et des entreprises, rapprocher le lieu de travail des agents de leur domicile, améliorer ainsi la qualité de vie ne peut que contribuer à des meilleures relations entre les agents et avec les usagers.

A une période où la sensibilité à la qualité de l'air a pris une dimension importante dans l'opinion publique, où la lutte contre la pollution est devenue une priorité nationale, il est nécessaire de reconsidérer l'utilisation de l'automobile pour les déplacements en milieu urbain.

La ville des courtes distances, des déplacements en transport en commun améliorés, des services accessibles facilement, c'est la voie de l'avenir pour un vrai développement durable.

- *La population concernée et les élus locaux doivent être associés aux choix*

Les effets d'annonce sur "l'usager au centre de nos préoccupations " pèsent aujourd'hui bien peu face aux baisses de moyens constants de ces dernières années dans notre ministère. Les exemples des réductions des horaires d'ouverture au public et les fermetures définitives de trésoreries sont flagrants en la matière.

L'exercice 2015 (à effet au 1er janvier 2016) de l'aménagement des structures et du réseau (ASR) à la DRFIP Nord a permis de rappeler l'attachement des élus locaux et de la population à un service public de proximité (mobilisation forte pour les trésoreries de Lannoy et Marchiennes).

Les services publics doivent se démocratiser et mettre en cohérence les besoins des populations et des entreprises et une meilleure gestion des implantations immobilière des ministères.

C'est en ce sens que nous avons rencontré en amont de ce projet, la députée de la

circonscription de Villeneuve d'Ascq, Audrey LINKENHELD (septembre 2015), et le maire de Villeneuve d'Ascq, Gérard CAUDRON (janvier 2016).

➤ Les implantations doivent simplifier la vie des publics concernés

La fiscalité est complexe et fortement évolutive pour la population dans son ensemble. La crise sociale a également accru la distance entre les contribuables et l'acceptation à l'impôt, tout comme elle suscite une augmentation des demandes de délais de paiement. Ces raisons militent pour que l'état s'engage davantage auprès des populations et des collectivités locales.

De plus, il y a besoin de cohérence et d'harmonisation sur les implantations des services à la DRFIP Nord. Les réorganisations successives de ces dernières années, à marche forcée, ont dégradé ce contact à la population.

➤ Les services doivent garder une taille humaine

Dans un service de taille raisonnable, la solidarité entre agents est plus importante, les dysfonctionnements peuvent plus facilement être détectés et résolus, l'information circule plus vite.

Il n'est plus à démontrer que l'environnement professionnel, tant matériel qu'humain, détermine largement la qualité de vie des agents. La dimension réduite des services amène la hiérarchie à être plus près des préoccupations des agents, génère des relations de confiance et une meilleure connaissance des difficultés et des besoins.

Cette situation constitue un facteur important dans la façon d'assurer le service au public de meilleure qualité

Pour la CGT, il y a un lien évident entre qualité d'exercice des missions et amélioration des conditions de vie au travail. Bien travailler passe par des missions bien exercées.

Si la CGT est attachée à la proximité, c'est aussi parce qu'elle refuse la déshumanisation de nos services. Si les évolutions technologiques sont évidemment indéniables et par certains côtés incontournables, on ne peut accepter une administration robotique et de plus en plus déshumanisée

PRESENTATION DE LA SITUATION ET DE L'ORGANISATION ACTUELLE AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE ROUBAIX

Aujourd'hui, le CFP de Roubaix, gère **18 communes** réparties sur 2 services des impôts des particuliers (SIP) et deux Services des Impôts des entreprises (SIE) pour la gestion. En matière de contrôle, il existe un pôle de contrôle et d'expertise (PCE), un brigade départementale de vérifications (BDV) et un pôle de contrôle revenu patrimoine (PCRP). Quatre trésoreries mixtes (recouvrement fiscal et secteur public local) dépendent du CFP de Roubaix (Villeneuve d'Ascq, Wasquehal, Lannoy et Watrelos).

Comme indiqué en préambule, la situation est difficile notamment en matière d'accueil des usagers.

Pour les usagers de Villeneuve d'Ascq et des communes environnantes (Tressin, Chereng, Baisieux...), l'accès au CFP de Roubaix est compliqué en transport en commun.

AUJOURD'HUI, LES PRINCIPALES CHARGES DE GESTION :

Nombre d'articles IR, TH, TF et de dossiers professionnels par commune

	Articles IR 2013 ⁽¹⁾	Articles TH ⁽²⁾	Articles TF ⁽²⁾	Dossiers Pro ⁽²⁾
ANSTAING	660	539	599	146
BAISIEUX	2339	1934	1881	479
CHERENG	1482	1193	1251	320
CROIX	11841	11024	7754	2660
FOREST SUR MARQUE	769	574	622	213
GRUSON	542	441	555	224
MONS EN BAROEUL	11051	9506	5599	1608
TRESSIN	712	532	531	164
VILLENEUVE D'ASCQ	30755	27260	14525	9282
WASQUEHAL	11083	9768	7400	3269
WILLEMS	1534	1216	1098	368
TOTAL	72768	63987	41815	17125

	Articles IR 2013 ⁽¹⁾	Articles TH ⁽²⁾	Articles TF ⁽²⁾	Dossiers Pro ⁽²⁾
HEM	9511	7367	5095	1932
LANNOY	1143	940	576	212
LEERS	5017	4291	3487	916
LYS-LEZ-	7160	6229	4490	1249

LANNOY				
ROUBAIX	48090	40219	22265	12545
SAILLY-LEZ-LANNOY	816	662	749	197
TOUFFLERS	2018	1712	1450	335
WATTRELOS	22515	18832	11426	2494
TOTAL	96270	80252	49538	19880

(1) source : www.impots.gouv.fr

(2) source : DRFIP Nord

Organisation actuelle pour les particuliers :

SIP ROUBAIX NORD (97 044 articles IR, souce ILIAD au 31/12/2015) :

Secteurs d'assiette (4) :

- Roubaix Est : gérant une partie de Roubaix
- Hem-Lys : gérant les communes de Hem, Lannoy, Lys-lez Lannoy, Leers, Sailly lez Lannoy, Toufflers, Leers
- Wattrelos
- Croix-Wasquehal

SIP ROUBAIX SUD (62 020 articles IR) :

Secteurs d'assiette (3)

- Villeneuve Nord : gérant les communes de Willems, Tressin, une partie de Villeneuve d'Ascq
- Villeneuve Sud : Anstaing, Chereng, l'autre partie de Villeneuve d'Ascq
- Roubaix Ouest : l'autre partie de Roubaix

Pour les professionnels, la répartition géographique est identique que pour les Services des Impôts des Particuliers.

UN ACCUEIL TRES IMPORTANT...

Un accueil pour les particuliers, le plus important de tout le département du Nord:
Selon les éléments de la Direction fournis pour l'année 2014,

- * SIP CAMBRAI **33 172**
- * SIP DOUAI **22 373**
- * SIP DUNKERQUE **30 413**
- * SIP GRAND LILLE EST **39 423**
- * SIP HAZEBROUCK **20 276**
- * SIP LILLE-HAUBOURDIN **1 392**
- * SIP LILLE OUEST **27 013**
- * SIP LILLE SECLIN **12 348**
- * SIP MAUBEUGE **50 878**
- * SIP ROUBAIX NORD **53 727**
- * SIP/SIE ARMENTIÈRES **26 371**
- * SIP/SIE AVESNES-SUR-HELPE **12 976**

- * SIP/SIE DENAIN **20 372**
- * SIP/SIE LE QUESNOY **8 426**
- * SIP TOURCOING SUD **28 538**
- * SIP VALENCIENNES VAL-DE-SCARPE **31 384**

A noter que ces données ne reprennent pas l'ensemble des usagers accueillis dans centres des Finances Publiques (pas d'éléments pour l'accueil primaire, entreprises, enregistrement, contrôle).

Au delà de conditions d'accueil dégradées (temps d'attente), ce flux d'accueil physique important génère violences et agressivité. Au cours, de l'année 2014, les **fiches de signalements** remontées en Direction, provenaient pour **près du tiers**, du CFP de Roubaix.

UNE ZONE DENSÉMENT PEUPLÉE ET EN ÉVOLUTION :

Evolution de la population entre le 01/01/2011 et le 01/01/2016 (source INSEE)

	2008 (*)	2013 (**)	Evolution
ANSTAING	1195	1362	+ 13,97 %
BAISIEUX	4326	4649	+ 7,47 %
CHERENG	3107	3027	- 2,57 %
CROIX	21101	21395	+ 1,39 %
FOREST SUR MARQUE	1484	1481	- 0,20 %
GRUSON	1186	1179	- 0,60 %
MONS EN BAROEUL	22298	21689	- 2,73 %
TRESSIN	1275	1483	+ 16,31 %
VILLENEUVE D'ASCQ	63531	63463	- 0,11 %
WASQUEHAL	19300	21192	+ 9,80 %
WILLEMS	3016	3077	+ 2,02 %
TOTAL	141819	143997	+ 1,54 %

	2008 (*)	2013 (**)	
HEM	17907	18901	+ 5,55 %
LANNOY	1703	1789	+ 5,05 %
LEERS	9258	9523	+ 2,86 %
LYS-LEZ-LANNOY	12934	13579	+ 4,99 %
ROUBAIX	96682	96530	- 0,16 %
SAILLY-LEZ-LANNOY	1817	1741	- 4,18 %
TOUFFLERS	3814	3983	+ 4,43 %
WATTRELOS	42110	41795	- 0,75 %
TOTAL	186225	187841	+ 0,87 %

(*) : populations légales 2008 entrant en vigueur au 01/01/2011

(**) : populations légales 2013 entrant en vigueur au 01/01/2016

VILLENEUVE D'ASCQ, UNE COMMUNE EN EXPANSION CONSTANTE

Quelques éléments :

Avec plus de 60 000 habitants, Villeneuve-d'Ascq est la 4^e ville de la communauté urbaine Lille Métropole, la **5^e du département du Nord** et la 6^e de la région Nord-Pas-de-Calais.

La ville qui présente une superficie importante possède 17 quartiers : Villeneuve-d'Ascq est surnommée « la technopole verte », en raison de la forte présence de pôles de recherche — on y trouve les campus de l'université Lille I et de l'université Lille III, ainsi que de nombreuses écoles d'ingénieurs — et d'entreprises dans un espace plutôt aéré. Grâce à ses zones d'activités, son parc scientifique de la Haute-Borne et deux centres commerciaux, Villeneuve-d'Ascq est l'un des plus importants pôles économiques de la région Nord-Pas-de-Calais ; des multinationales telles que Bonduelle, Cofidis et Decathlon y ont placé leur siège social.

Sur le plan économique :

En octobre 1996, Villeneuve-d'Ascq a été classée **11^e ville la plus dynamique de France** par le journal Les Échos. C'est la seule commune du Nord-Pas-de-Calais à figurer dans les cinquante villes classées.

Dans une étude de L'Expansion de 2007, où le mensuel a sollicité un cabinet d'études spécialisé dans la prospective économique pour évaluer l'évolution de l'emploi sur 10 ans dans les grandes villes de France, Villeneuve-d'Ascq est arrivée première du classement avec une évolution de l'emploi estimée à **+23,7 % d'ici 2017**, notamment devant Lille, Marseille, Lyon et Paris. Villeneuve-d'Ascq y est qualifiée de la « commune la plus dynamique de France » pour l'emploi.

L'organisation actuelle repose sur un schéma et des données qui n'ont jamais été actualisés depuis plus de trente ans.

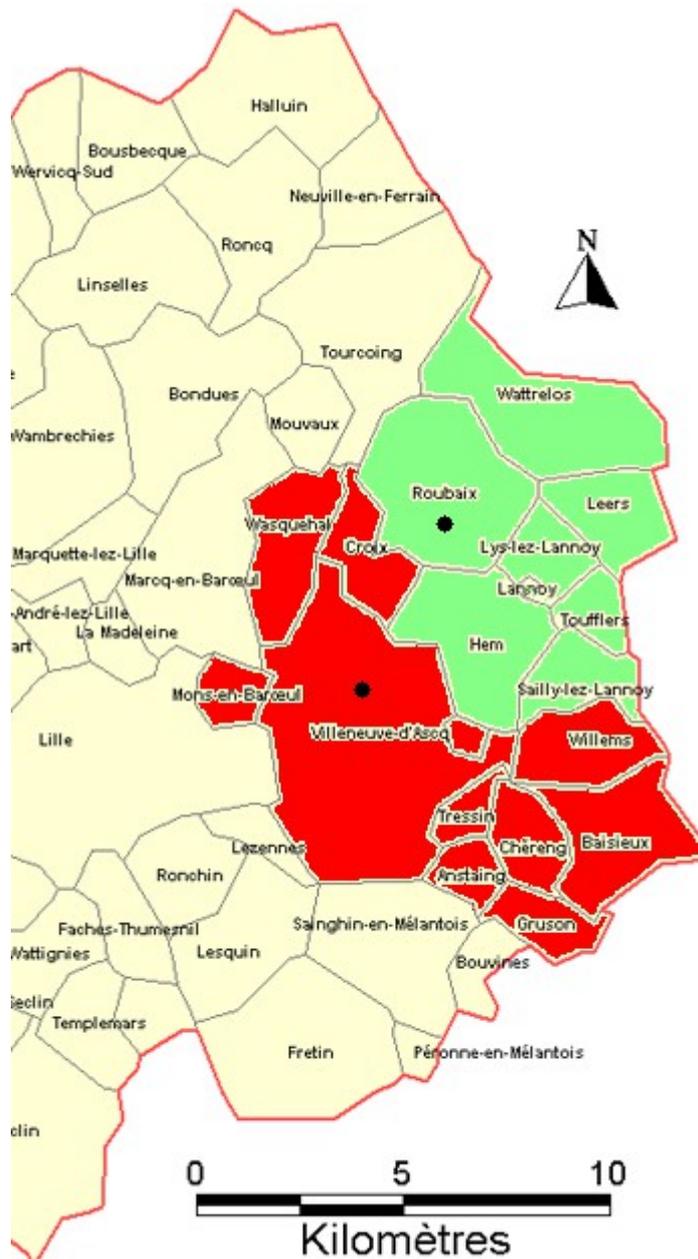
Elle ne correspond plus aux attentes et aux besoins de la population.

PROPOSITION DE CREATION D'UN CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES A VILLENEUVE D'ASCQ

Pour répondre aux objectifs fixés en préambule, la CGT propose la création d'un CFP comprenant :

- un Service des impôts des Particuliers (SIP Villeneuve d'Ascq), constitués de trois secteurs :
 - Villeneuve d'Ascq Nord + Mons en Baroeul
 - Villeneuve d'Ascq Sud
 - Croix-Wasquehal
- d'une cellule foncière, une cellule recouvrement et une cellule accueil
- un Service des impôts des Entreprises (SIE) sur la même répartition géographique que pour les particuliers
- une trésorerie municipale (basée sur les communes gérées par la trésorerie de Villeneuve d'Ascq actuelle).

La répartition entre les CFP de Villeneuve d'Ascq et Roubaix se ferait donc de la manière suivante :



Concernant la proposition de rattachement de Mons-en Baroeul, il fait suite à deux réflexions :

- aujourd'hui, l'activité SPL est rattachée à la trésorerie de Villeneuve d'Ascq et l'impôt au SIP Lille Seclin (situé à Lille Fives). Au cas particulier, il semble plus cohérent que les deux services de gestion se situent sur le même site.
- Pour l'accueil des usagers, la localisation sur Villeneuve d'Ascq d'un CFP pourrait permettre de rapprocher une partie de la population et donc améliorer le service public.

INCIDENCES SUR LE CFP DE ROUBAIX :

Le CFP comporterait donc :

- un Service des impôts des Particuliers (SIP Roubaix), constitués de quatre secteurs :
 - Roubaix Est
 - Roubaix Ouest
 - Wattrelos
 - Hem/Lys

d'une cellule foncière, une cellule recouvrement et une cellule accueil

- un Service des impôts des Entreprises (SIE) sur la même répartition géographique que pour les particuliers, avec le pôle enregistrement.
- les services de contrôle : PCE, BDV, PCR

EN MATIERE D'EMPLOIS :

Les emplois implantés sur les services du CFP de Villeneuve d'Ascq le seraient essentiellement par des transferts d'emplois des services actuels (essentiellement CFP de Roubaix, Trésorerie de Villeneuve d'Ascq, et à la marge SIP Lille Seclin) et de créations d'emplois.

En matière de règles de gestion, les transferts s'effectueraient essentiellement sur la même Résidence d'Affectation Nationale (RAN de Roubaix) relevant donc d'un mouvement local.

Selon nos propositions, d'après un premier calcul charges/moyens et sans aborder à ce stade, le détail de la répartition de chaque service :

SIP Villeneuve d'Ascq : 1 responsable A+, 3 adjoints A
secteurs : 22 cadres B et C
Cellule foncière : 4 cadres B et C
Cellule recouvrement : 8 cadres B et C
Cellule accueil : 6 cadres B et C

SIE Villeneuve d'Ascq : 1 responsable A+, 2 adjoints A
20 agents

Trésorerie Municipale : 1 responsable A+ et 1 adjoint A
12 cadres B et C

Services communs : 2 (AT/AA)

Soit un total de 83 emplois à affecter sur ce site.

EN MATIERE IMMOBILIER

La Ville de Villeneuve d'Ascq dispose de nombreux bâtiments domaniaux ou de fonciers disponibles. Des possibilités semblent pouvoir être étudiées dans le cadre d'une location domaniale.

Ce qui permettrait, à tout le moins, de libérer la location privée, actuelle de la trésorerie de Villeneuve d'Ascq, ce qui ne serait pas en contradiction avec les logiques budgétaires actuelles.

Par ailleurs, une réflexion pourrait être menée sur l'espace libéré au CFP de Roubaix.

Conclusion

Ce projet rapprochera les usagers du Secteur de Villeneuve d'Ascq du service public fiscal, améliorera les conditions d'accueil pour tous les usagers du CFP de Roubaix actuel, et donc les conditions de travail de l'ensemble des collègues à condition de doter les services des moyens nécessaires.

Il constitue une première étape dans notre réflexion pour l'amélioration du réseau de la Direction régionale des Finances Publiques dans le Nord.

Une deuxième réflexion pourrait concerner les services implantés à la cité administrative de Lille et à Lille-Fives.